



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Reprise des élèves, conditions de rentrée et moyens pour l'École : le gouvernement doit enfin prendre ses responsabilités.

Suite à l'annonce présidentielle, dimanche 14 juin, d'un retour obligatoire à l'École des élèves de la maternelle au collège selon des « règles de présence normales », le ministre de l'Éducation nationale a rencontré les organisations syndicales lundi matin afin de présenter les conditions matérielles et sanitaires issues de cette décision.

Les personnels de l'Éducation nationale sont conscients que cette nouvelle organisation leur est exclusivement dévolue, une fois de plus. C'est le quatrième changement d'organisation qu'ils ont à gérer en urgence depuis le début de la crise sanitaire (en moins d'une semaine cette fois-ci), tout en assurant leurs services, sans temps de concertation et sans directive ministérielle claire.

La CGT Éduc'action est sceptique face à ces nouvelles recommandations malgré l'engagement et la volonté des personnels à retrouver un exercice plein et entier de leur métier.

Les interrogations et inquiétudes au niveau sanitaire et organisationnel demeurent : sur le devenir des personnels à risque ou vivant avec une personne à risque, mais aussi sur les questions de périscolaire ou de transports scolaires...

L'assouplissement du protocole sanitaire, s'il permettra d'augmenter le nombre d'élèves par salle tout en leur rendant une plus grande liberté d'interagir, ne suffira pas à garantir partout la reprise de l'ensemble des élèves sur des emplois du temps normal, notamment du fait du bâti. La communication du président et de son ministre va se heurter, une fois de plus, aux réalités de terrain.

La CGT Éduc'action considère qu'il est inadmissible que le ministre abandonne la responsabilité de cette gestion, et des éventuelles plaintes des parents, aux seuls personnels. C'est à lui et au gouvernement d'assumer clairement les limites induites par l'application de ce nouveau protocole.

La CGT Éduc'action portera cette exigence lors de sa prochaine rencontre avec le ministre en fin de semaine. Elle rappellera aussi son exigence d'un collectif budgétaire immédiat pour obtenir des moyens supplémentaires dès cette rentrée 2020 ainsi que sa revendication d'une revalorisation de tous les personnels. Plus que jamais, et parce que c'est la volonté ministérielle de développer un suivi personnalisé des élèves en septembre, nous exigeons qu'une vaste réflexion sur la rentrée soit menée dès maintenant, incluant la question de la suspension des réformes imposées par le ministre.

La CGT Éduc'action exige une baisse significative des effectifs par classe et donc un meilleur taux d'encadrement. Cela passe par une campagne immédiate de recrutement et de formation de personnels statutaires. C'est possible en prenant des mesures simples comme déclarer admis-es les 8000 admissibles des concours internes. Le ministre refuse de le faire et poursuit sa politique de recrutement de contractuel-les, notamment dans le premier degré.

Les besoins existent et les moyens aussi. Au ministre et au gouvernement de prendre leurs responsabilités face à la situation exceptionnelle que nous traversons et de lancer un plan d'urgence pour l'Éducation.

Montreuil, le 17 juin 2020